



**SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020**  
**DECISION N° 2020-021- DB**

<b>Date d'affichage :</b> <b>21 février 2020</b>		Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	18	<b>Membres présents en séance :</b>
Excusé(s) :	4	<b>Présents : (18)</b>
dont pouvoir(s) :	3	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.
Absent(s) :	1	
Nombre de votants :	21	
Secrétaire de séance :		<b>Excusé(s) : (4)</b>
M. Eric MOUSSERION.		Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Jean-Marie POIRON
		<b>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)</b>
		Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA, Jean-Marie POIRON à Jérôme HARRAULT
		<b>Absent(s) : (1)</b>
		Guy BERTIN

**AFODIL PLATEFORME MOBILITÉ DÉPARTEMENTALE - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - CONVENTION 2020**

Cette convention a pour objet de définir les engagements réciproques entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et l'Association AFODIL.

De nombreuses personnes en fragilité économique et sociale sont confrontées à des difficultés liées aux déplacements et plus globalement à la mobilité. Les partenaires chargés de les accompagner dans leurs démarches insertion font régulièrement remonter ces constats et ces besoins.

Pour répondre à cet enjeu, le Département a défini la mobilité comme axe de développement prioritaire dans le Pacte territorial pour l'Insertion (PTI).

Ainsi, depuis janvier 2015, un Comité de Pilotage Départemental s'est mis en place afin de définir ce plan d'action et d'organiser le dispositif mobilité-insertion sur le territoire départemental.

Au regard des éléments de l'étude, des expérimentations de plateforme et des échanges en comité de pilotage, l'ensemble des partenaires s'est accordé sur les postulats suivants :

- la résolution des problématiques de mobilité ne repose pas uniquement sur la mise en place de services mobilité ;
- l'accent doit être mis sur l'appropriation de l'information par les professionnels ;
- le nécessaire travail d'autonomisation dans l'accompagnement des publics doit être amplifié ;

la mobilité doit être vue comme un domaine d'expertise à part entière ;  
- le développement des outils de mobilité doit intégrer des nécessaires économies d'échelle financières.

Les missions confiées à la plate-forme sont donc les suivantes :

- Centre d'appel pour les professionnels d'insertion et de la mobilité,
- Mise en place d'ateliers et de diagnostics mobilité à destination des usagers,
- Actions de sensibilisation des professionnels de l'insertion sociale et professionnelle,
- Animation des groupes d'usagers,
- Veille et observation sur l'adéquation offre/besoin,
- Coordination des acteurs mobilité,
- Accompagnement au développement et/ou optimisation des services mobilité.

La plate-forme mobilité aura ainsi pour objet de :

- Informer et sensibiliser, à la mobilité, les professionnels qui accueillent le public, et ainsi, favoriser la communication sur l'offre mobilité auprès du public en insertion,
  - Permettre aux publics en insertion, via les diagnostics et ateliers, d'accéder à une mobilité autonome pour faciliter leur insertion professionnelle en identifiant les freins matériels, géographiques, socio-culturels ou psychologiques et en les orientant vers les services adéquats,
  - Co-animer un groupe d'usagers sur chacun des 4 territoires correspondant au découpage des comités de pilotage territoriaux,
  - Améliorer la connaissance des besoins des publics cibles et permettre ainsi d'identifier et de qualifier les besoins non satisfaits et les territoires non pourvus,
  - Observer, analyser l'offre de service départemental, et au niveau territorial. Partager cette expertise dans le cadre des comités de pilotage,
  - Participer à une mise en réseau des acteurs de la mobilité. Accompagner l'adaptation de leurs services, les optimiser, aider à leur consolidation,
  - Faire vivre une dynamique territoriale permettant d'inscrire lisiblement et durablement les politiques publiques dans un schéma d'intervention cohérent et partagé,
  - Identifier les services à développer sur les territoires et favoriser le portage par les acteurs du territoire.
- En cas de besoin et à titre expérimental, la plateforme pourra proposer un service inexistant sur le territoire.

Au titre de l'année 2019, le soutien financier de la Communauté d'Agglomération s'est élevé à un montant de 3 500 €. Pour l'année 2020, la Collectivité a attribué, lors du vote de son budget primitif 2020 lors du Conseil Communautaire en date du 12 décembre 2019, une subvention à hauteur de 3 500 €, pour laquelle il convient de conventionner afin de définir les modalités de versement de ladite subvention.

**Aussi,**

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**Vu** la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018 ;

**Vu le budget primitif 2020** adopté par le Conseil Communautaire du 12 décembre 2019 prévoyant les crédits nécessaires à l'attribution d'une subvention de 3 500 euros à AFODIL.

**Vu** les dispositions de la convention fixant les conditions d'attribution de cette subvention,

**Considérant** que la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire s'engage à soutenir le fonctionnement de la Plate-forme mobilité par AFODIL par une subvention pour 2020 à hauteur de 3 500 euros.

**Considérant** l'exposé ci-dessus,

**Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :**

- **D'APPROUVER** la convention financière entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et l'Association AFODIL qui fixe les modalités de versement d'une subvention 3 500 euros, au titre de l'année 2020

- **D'AUTORISER** le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer ladite convention, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

**Le Bureau est invité à en délibérer.**

**Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.**

Résultat des votes : Pour = 21 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs  
du 1er trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.5 Subventions – 7.5.3 Subventions accordées aux autres personnes morales de droit privé (associations...)
-------------------	--------------------	---

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*